

## Accord entre Kigali et Londres pour acheminer des migrants de l'UK vers le Rwanda

@rib News, 14/04/2022 - Source AFP Le Rwanda a signé un accord de plusieurs millions de dollars avec Londres pour accueillir sur son sol des migrants et demandeurs d'asile de diverses nationalités acheminés du Royaume-Uni, a annoncé jeudi Kigali à l'occasion d'une visite de la ministre anglaise de l'Intérieur Priti Patel.

"Le Rwanda se réjouit de ce partenariat avec le Royaume-Uni pour accueillir des demandeurs d'asile et des migrants, et leur offrir des voies légales pour vivre" dans ce pays d'Afrique de l'Est, a déclaré dans un communiqué le ministre rwandais des Affaires Étrangères Vincent Biruta.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

L'annonce est intervenue quelques heures avant un discours attendu du Premier ministre britannique Boris Johnson, qui doit annoncer jeudi de nouvelles mesures pour lutter contre l'immigration illégale. M. Johnson a fait de la lutte contre cette immigration sa priorité après le Brexit, mais les traversées de migrants ont continué d'augmenter dans la Manche. Depuis des mois, Boris Johnson et son gouvernement cherchent à conclure des accords avec des pays tiers pour envoyer les migrants en attendant de traiter leur dossier. Le Rwanda et le Ghana avaient été évoqués, mais le Ghana a fermement refusé en janvier à être en discussion avec le Royaume-Uni sur le sujet. L'accord avec le Rwanda, qui sera financé par le Royaume-Uni à hauteur de 120 millions de livres (144 millions euros), prévoit que les migrants - dont ni les nationalités ni les conditions d'arrivée ne sont précisées - soient intégrés dans les communautés à travers le pays, le communiqué publié par Kigali. "Il s'agit de s'assurer que les gens soient protégés, respectés et qu'ils puissent réaliser leurs propres ambitions et s'installer de manière permanente au Rwanda s'ils le souhaitent", y ajoute M. Biruta. Le Parlement britannique est par ailleurs sur le point d'adopter une loi qui pourrait autoriser la création de centres à l'étranger pour expulser les migrants le temps que leur demande soit traitée ou encore autoriser les garde-côtes à repousser hors des eaux britanniques les embarcations de migrants. Selon le Haut Commissariat de l'ONU aux Réfugiés (HCR), cette loi, si elle est adoptée, contredirait la Convention de Genève pour les Réfugiés, qu'a signé le Royaume-Uni.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});